

# POLITIQUE RELATIVE À L'ATTRIBUTION DU DOCTORAT D'HONNEUR PRÉSENTÉ SOUS L'ÉGIDE DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE 116 / 017-03

---

ADOPTÉ	CA-368-2326	24-03-2017
--------	-------------	------------

---

Le doctorat d'honneur (ou *honoris causa*) est un témoignage de reconnaissance exceptionnel qu'une institution rend à une personne dont la contribution, l'influence et le rayonnement sont jugés remarquables dans l'une des sphères d'activité qu'elle privilégie et qui puisse être citée en exemple.

## **1.- CADRE JURIDIQUE**

La *Loi sur l'Université du Québec* et la *Politique d'attribution du titre de docteur honoris causa de l'Université du Québec* (jointe en annexe) prévoient que l'Université du Québec peut attribuer cette distinction sous l'égide de l'École nationale d'administration publique.

## **2.- OBJECTIFS**

Le doctorat d'honneur étant la plus haute distinction que l'École décerne, le récipiendaire doit être choisi de manière telle que la communauté universitaire de l'École toute entière reconnaisse ses mérites.

Par l'attribution d'un doctorat d'honneur, elle veut ainsi rendre un hommage public d'appréciation et d'estime à des personnes pour la haute distinction de leur carrière, de leurs créations ou de leur contribution remarquable au développement de l'administration publique comme champ de pratique ou de connaissance.

## **3.- CRITÈRES DE SÉLECTION**

La sélection d'un récipiendaire s'effectue à la lumière de l'ensemble des critères suivants :

- a. l'impact exceptionnel de ses réalisations pour l'administration publique, sous l'angle de la pratique ou de la connaissance;
- b. la valeur exemplaire de sa carrière;
- c. sa contribution remarquable à la société;

- d. la notoriété acquise au Québec, au Canada ou au plan international;
- e. ses liens avec la mission de l'École.

#### **4.- RESTRICTIONS**

Ne peuvent recevoir le titre de docteur *honoris causa* :

- a. les membres du personnel régulier ainsi que les membres des organismes statutaires de l'Université du Québec et ses établissements et ce, pendant une durée de trois (3) ans de la date où ils quittent leurs fonctions;
- b. les personnes activement engagées dans la politique aux niveaux fédéral, provincial ou municipal;
- c. les fonctionnaires de l'État durant l'exercice de leur charge;
- d. les personnes nommées ou désignées par la Chambre des communes, l'Assemblée nationale, le gouvernement fédéral ou provincial, ou un ministre fédéral ou provincial, et ce, durant l'exercice de leur charge;
- e. les personnes entretenant, directement ou indirectement, des liens de nature financière avec l'École.

#### **5.- MISE EN CANDIDATURE**

Les dossiers de candidature doivent être soumis au directeur général de l'École par un membre de l'Assemblée professorale et comprendre :

- a. un curriculum vitae à jour de la personne candidate;
- b. une lettre d'appui signée par cinq (5) membres du personnel de l'École;
- c. un texte justifiant l'attribution d'une telle distinction.

La personne signataire de la lettre d'appui doit faire état, dans cette lettre, de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent en lien avec la candidature.

#### **6.- PROCESSUS D'EXAMEN DES CANDIDATURES**

Les dossiers dûment complétés sont soumis pour avis par le directeur général au Comité des doctorats d'honneur. Ce comité est constitué de la façon suivante :

- a. le directeur général, qui le préside;
- b. le directeur de l'enseignement et de la recherche;
- c. un professeur membre de la commission des études et désigné par celle-ci;
- d. un membre socio-économique qui siège ou a siégé au conseil d'administration;
- e. un autre professeur régulier de l'École désigné par l'Assemblée professorale.

Le secrétaire général, ou la personne qu'il désigne, agit comme secrétaire du comité, sans droit de vote.

Tout membre du comité doit déclarer sans délai au directeur général toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent. Dans un tel cas, ce membre doit être remplacé. Lorsqu'une telle situation implique le directeur général ou le directeur de l'enseignement et de la recherche, le comité de gouvernance et d'éthique de l'École est consulté afin d'identifier quelles seront les mesures et les précautions appropriées qui devront être prises compte tenu des circonstances.

Sur avis favorable du Comité des doctorats d'honneur et de l'Assemblée professorale, le directeur général fait parvenir au président de l'Université du Québec, pour fins de validation, le dossier de la personne proposée. À la suite de la validation de la candidature, le dossier chemine au conseil d'administration de l'École, en vue d'une recommandation à l'Assemblée des gouverneurs pour l'attribution du titre de docteur *honoris causa*.

#### **7.- NOMBRE DE RÉCIPENDAIRES**

Sauf exception, un seul doctorat d'honneur est attribué aux deux ans.

Le doctorat d'honneur est remis au cours d'une cérémonie officielle.

#### **8.- ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente politique entre en vigueur dès son adoption par le conseil d'administration.

\*